

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/42658]

27 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux mesures visant à soutenir les milieux d'accueil de la petite enfance et les structures d'accueil temps libre dans le cadre de la crise énergétique et financière

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances ;

Vu le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ;

Vu le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs ;

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extra-scolaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par « l'Office » et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil ;

Vu le « test genre » du 20 octobre 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 octobre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 26 octobre 2022 ;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de prendre avec diligence des mesures de nature à soutenir les acteurs du secteur de l'enfance affectés par la crise énergétique et financière et dont la viabilité est, à très court terme, menacée par les conséquences de la crise énergétique ;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Mesures relatives à l'accueil de la petite enfance

Article 1^{er}. Au chapitre VIII de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services organisés par l'Office et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance, il est inséré une section 7 intitulée « Aides exceptionnelles dans le cadre de la crise énergétique de 2022 ».

Art. 2. Au chapitre VIII, section 7, de l'arrêté du 30 avril 2009 précité, il est inséré un article 39/2 rédigé comme suit :

« Art. 39/2. L'Office verse, en 2022, à tous les services d'accueil spécialisé de la petite enfance subventionnés un subside exceptionnel forfaitaire de 400 euros par place autorisée ».

Art. 3. Au titre III, chapitre II, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, il est inséré une section 3/2 intitulée « Aides exceptionnelles dans le cadre de la crise énergétique de 2022 ».

Art. 4. Au titre III, chapitre II, section 3/2 de l'arrêté du 2 mai 2019 précité, il est inséré un article 104/3 dont la teneur suit :

« Art. 104/3. L'ONE verse, en 2022, un subside exceptionnel forfaitaire d'un montant de 200 euros par place d'accueil autorisée aux crèches, aux Services d'accueil d'enfants pour leur accueillant(e)s salarié(e)s et aux accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ainsi qu'aux autres milieux d'accueil de la petite enfance autorisés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil.

Les services d'accueil d'enfants versent intégralement et immédiatement ce subside aux accueillantes qui en relèvent.

Les milieux d'accueil doivent être en activité au moment où l'ONE verse ce subside. ».

Art. 5. À l'article 130, alinéa 4, du même arrêté, l'année « 2023 » est remplacée par « 2026 ».

Art. 6. L'article 12/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « ou subsidiées par la Commission communautaire française » sont insérés entre « les haltes-accueil conventionnées avec l'ONE » et « peuvent conserver ce droit aux subsides » ;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit : « S'ils répondent à la condition énoncée à l'article 89, 3°, de l'arrêté autorisation et subvention, cette possibilité est prolongée jusqu'au 31 décembre suivant la conclusion de l'évaluation visée à l'alinéa 2. L'ONE adapte transitoirement le subventionnement des structures en vue d'assurer la continuité de leur financement public ».

3° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « L'ONE procède à une évaluation de l'impact financier éventuel des dispositions de l'arrêté autorisation et subvention pour les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil visés à l'alinéa 1^{er}. À cette fin, l'Office organise des rencontres individuelles avec les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil concernés. En conclusion de ces travaux, l'Office présente au Gouvernement un rapport d'évaluation présentant les adaptations réglementaires utiles pour garantir la poursuite des activités de ces milieux d'accueil. ».

CHAPITRE 2. — Mesures relatives aux structures de l'accueil temps libre

Art. 7. Dans le Chapitre IX de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extra-scolaire, il est inséré une section IV/1 intitulé « Aides exceptionnelles dans le cadre de la crise énergétique de 2022 ».

Art. 8. Dans le Chapitre IX, section IV/1, de l'arrêté du 3 décembre 2003 précité, il est inséré un article 26/13 dont la teneur suit :

« Art. 26/13. Un subside exceptionnel forfaitaire de 200 euros est alloué :

a) aux opérateurs d'accueil extrascolaire de type 1 subventionnés sur la base de l'article 35, § 1^{er}, du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, qui ont introduit au moins une demande de subvention trimestrielle durant l'exercice budgétaire 2022, conformément à l'article 25/1 ;

b) aux opérateurs d'accueil extrascolaire de type 2 subventionnés sur base de l'article 35, § 2, du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, qui bénéficient pour l'exercice budgétaire 2022, d'une subvention conformément à l'article 26/1 à 26/8, à l'exception des opérateurs également reconnus en tant qu'école de devoirs.

Un montant complémentaire de 100 euros est alloué aux deux catégories d'opérateurs cités à l'alinéa 1^{er} pour chacun de leurs lieux d'accueil supplémentaires, à partir du deuxième lieu d'accueil.

Les opérateurs visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, b), qui organisent également un accueil extrascolaire dans des lieux non reconnus en tant qu'école de devoirs, bénéficient du montant forfaitaire de 100 euros pour chacun de leurs lieux d'accueil qui ne bénéficient pas des forfaits déterminés à l'article 10/2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs. ».

Art. 9. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances, il est inséré un chapitre III/1 intitulé « Aides exceptionnelles dans le cadre de la crise énergétique de 2022 ».

Art. 10. Dans le chapitre III/1 de l'arrêté du 17 mars 2004 précité, il est inséré un article 16/1 dont la teneur suit :

« Art. 16/1. Un subside exceptionnel forfaitaire de 200 euros est alloué aux opérateurs agréés en vertu du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, pour chacun des séjours de vacances visés à l'article 2, 2°, du décret, qu'ils ont organisés durant l'exercice budgétaire 2022, et pour lesquels ils ont demandé une subvention conformément aux articles 10 à 13 du même décret.

Un subside exceptionnel forfaitaire de 100 euros est alloué aux opérateurs agréés en vertu du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, pour chacune des plaines de vacances visées à l'article 2, 1°, du décret, qu'ils ont organisées durant l'exercice budgétaire 2022, et pour lesquelles ils ont demandé une subvention conformément aux articles 10 à 13 du même décret.

Les pouvoirs organisateurs des écoles de devoirs qui disposent également d'un agrément en vertu du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, bénéficient, en plus des subsides visés à l'article 10/2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, des subsides de 200 euros et 100 euros pour chacun des séjours de vacances et chacune des plaines de vacances pour lesquels ils ont introduit une demande de subside durant l'exercice budgétaire 2022. ».

Art. 11. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, il est inséré un chapitre IV/1 intitulé « Aides exceptionnelles dans le cadre de la crise énergétique de 2022 ».

Art. 12. Dans le chapitre IV/1 de l'arrêté du 25 juin 2004 précité, il est inséré un article 10/2 dont la teneur suit :

« Art. 10/2. Un subside exceptionnel de 500 euros est alloué :

a) aux pouvoirs organisateurs des écoles de devoirs reconnues en vertu du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, et qui ont introduit une demande de subvention pour l'exercice budgétaire 2022, conformément aux dispositions de l'article 17 du même décret ;

b) aux pouvoirs organisateurs des écoles de devoirs reconnues en vertu du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, et qui bénéficient, pour l'exercice budgétaire 2022, d'une subvention en tant qu'opérateur d'accueil extrascolaire de type 2 octroyée sur base de l'article 35, § 2, du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire.

Un montant complémentaire de 250 euros est alloué aux deux catégories de pouvoirs organisateurs cités à l'alinéa 1^{er} pour chacune des écoles de devoirs qu'ils organisent, à partir de la deuxième école de devoirs. ».

Art. 13. A l'article 24 de l'arrêté du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, la phrase « Le montant forfaitaire journalier par enfant de la subvention de fonctionnement, visé à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 7, du décret est fixé à 0,20 euro » est remplacée par la phrase « Le montant forfaitaire journalier par enfant de la subvention de fonctionnement, visé à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 7 du décret est fixé à 0,40 euro ».

Cette modification prend effet à partir de l'exercice budgétaire 2023.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 17 novembre 2022, à l'exception de l'article 12, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Art. 15. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 27 octobre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/42658]

27 OKTOBER 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de maatregelen ter ondersteuning van voorzieningen voor de opvang van jonge kinderen en voor structuren voor vrijetijdsofopvang in het kader van de energie- en financiële crisis

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 betreffende vakantiecentra;

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de kinderopvang tijdens de vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

Gelet op het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en ondersteuning van huiswerkscholen;

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 tot versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang voor jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van bepaalde procedures voor de erkenning en subsidiëring van vakantiecentra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2004 tot vaststelling van bepaalde procedures voor de toepassing van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en ondersteuning van huiswerkscholen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende het algemeen reglement en de vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangcentra georganiseerd door O.N.E. en de gespecialiseerde opvangdiensten voor jonge kinderen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidiëring voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van de overgangsregeling voor opvangvoorzieningen;

Gelet op de "gendertest" van 20 oktober 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 20 oktober 2022;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2022;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van O.N.E. van 26 oktober 2022;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, lid 1;

Gelet op de dringende noodzaak om snel maatregelen te nemen ter ondersteuning van de actoren in de kindersector die door de energie- en financiële crisis worden getroffen en wier levensvatbaarheid op zeer korte termijn wordt bedreigd door de gevolgen van de energiecrisis;

Op de voordracht van de minister van Kind,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Maatregelen voor de opvang van jonge kinderen

Artikel 1. In hoofdstuk VIII van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende het algemeen reglement en de vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangcentra georganiseerd door O.N.E. en de gespecialiseerde opvangdiensten voor jonge kinderen, wordt een afdeling 7 "Uitzonderlijke steunmaatregelen in het kader van de energiecrisis van 2022" ingevoegd.

Art. 2. In hoofdstuk VIII, afdeling 7, van voornoemd besluit van 30 april 2009 wordt het volgende artikel 39/2 ingevoegd:

"Art. 39/2. O.N.E. stort in 2022 aan alle gesubsidieerde gespecialiseerde kinderopvangdiensten voor jonge kinderen een eenmalige forfaitaire subsidie van 400 euro per toegelaten plaats".

Art. 3. In titel III, hoofdstuk II, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidiëring voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, wordt een afdeling 3/2 met als opschrift "Uitzonderlijke steunmaatregelen in het kader van de energiecrisis van 2022" ingevoegd.

Art. 4. In titel III, hoofdstuk II, afdeling 3/2, van voornoemd besluit van 2 mei 2019 wordt het volgende artikel 104/3 ingevoegd:

“Art. 104/3. In 2022 stort O.N.E. een uitzonderlijke forfaitaire subsidie van 200 euro per toegelaten kinderopvangplaats aan kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang voor hun onthaalouders in loondienst en zelfstandige onthaalouders, alsook aan andere voorzieningen voor jonge kinderen die erkend zijn in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering betreffende opvangvoorzieningen.

De kinderopvangdiensten storten deze subsidie integraal en onmiddellijk aan de kinderonthalouders die onder hun verantwoordelijkheid ressorteren.

De opvangvoorzieningen moeten in activiteit zijn op het ogenblik dat O.N.E. de subsidie betaalt. ”

Art. 5. In artikel 130, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt het jaartal “2023” vervangen door “2026”.

Art. 6. Artikel 12/1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van de overgangsregeling voor opvangvoorzieningen wordt als volgt gewijzigd:

1° in lid 1 worden de woorden “of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie” ingevoegd tussen “de opvangplaatsen in het kader van een overeenkomst met ONE” en “kunnen dit recht op subsidies behouden”;

2° aan lid 1 wordt het volgende toegevoegd: “Indien zij voldoen aan de voorwaarde van artikel 89, 3° van het vergunnings- en subsidiebesluit, wordt deze mogelijkheid verlengd tot 31 december volgend op de afsluiting van de evaluatie bedoeld in het tweede lid. O.N.E. past de subsidiëring van de voorzieningen tijdelijk aan om de continuïteit van hun overheidsfinanciering te waarborgen.”

3° lid 2 wordt vervangen door de volgende tekst: “ O.N.E. maakt een evaluatie van de mogelijke financiële gevolgen van de bepalingen van het machtigings- en subsidiebesluit voor de in lid 1 bedoelde inrichtende machten van opvangvoorzieningen. Daartoe organiseert O.N.E. individuele vergaderingen met de inrichtende machten van de betrokken opvangvoorzieningen. Na afloop van deze werkzaamheden legt O.N.E. de regering een evaluatieverslag voor met de aanpassingen van de regelgeving die nodig zijn om de voortzetting van de activiteiten van deze opvangvoorzieningen te garanderen.

HOOFDSTUK 2: — *Maatregelen met betrekking tot voorzieningen voor vrijetijdsopvang*

Art. 7. In hoofdstuk IX van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de kinderopvang tijdens de vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang wordt een afdeling IV/1 ingevoegd met als opschrift “Uitzonderlijke steunmaatregelen in het kader van de energiecrisis van 2022”.

Art. 8. In hoofdstuk IX, afdeling IV/1, van voornoemd besluit van 3 december 2003 wordt het volgende artikel 26/13 ingevoegd:

“Art. 26/13. Er wordt een uitzonderlijke forfaitaire subsidie van 200 euro toegekend:

a) aan operatoren van buitenschoolse kinderopvang van type 1 die worden gesubsidieerd op basis van artikel 35, § 1, van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang tijdens de vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, die tijdens het boekjaar 2022 ten minste één driemaandelijke subsidieaanvraag hebben ingediend overeenkomstig artikel 25/1;

b) aan operatoren van buitenschoolse kinderopvang van type 2 gesubsidieerd op basis van artikel 35, § 2, van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang tijdens de vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, die voor het boekjaar 2022 een subsidie genieten overeenkomstig de artikelen 26/1 tot 26/8, met uitzondering van de operatoren die ook erkend zijn als huiswerkschool.

Aan de twee in lid 1 bedoelde categorieën operatoren wordt een extra bedrag van 100 euro toegekend voor elk van hun aanvullende opvangplaatsen, te beginnen met de tweede opvangplaats.

De in artikel 1, eerste lid, *b)* bedoelde operatoren, die eveneens buitenschoolse opvang organiseren in plaatsen die niet als huiswerkschool erkend zijn, genieten een forfaitaire som van 100 euro voor elk van hun opvangplaatsen die niet in aanmerking komen voor de forfaitaire bedragen bepaald in artikel 10/2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2004 tot vaststelling van bepaalde procedures voor de toepassing van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en ondersteuning van huiswerkscholen.”

Art. 9. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van sommige procedures voor de erkenning en de subsidiëring van vakantiecentra wordt een hoofdstuk III/1, met als opschrift “Uitzonderlijke steun in het kader van de energiecrisis van 2022”, ingevoegd.

Art. 10. In hoofdstuk III/1 van voornoemd besluit van 17 maart 2004 wordt het volgende artikel 16/1 ingevoegd:

“Art. 16/1. Een uitzonderlijke forfaitaire subsidie van 200 euro wordt toegekend aan de krachtens het decreet van 17 mei 1999 erkende operatoren inzake vakantiecentra voor elk van de in artikel 2, 2° van het decreet bedoelde vakantieverblijven die zij tijdens het boekjaar 2022 hebben georganiseerd en waarvoor zij overeenkomstig de artikelen 10 tot 13 van hetzelfde decreet een subsidie hebben aangevraagd.

Aan de krachtens het decreet van 17 mei 1999 betreffende vakantiecentra erkende operatoren wordt een uitzonderlijke forfaitaire subsidie van 100 euro toegekend voor elk van de in artikel 2, 1°, van het decreet bedoelde vakantiepleinen die zij tijdens het begrotingsjaar 2022 hebben georganiseerd en waarvoor zij overeenkomstig de artikelen 10 tot en met 13 van hetzelfde decreet subsidie hebben aangevraagd.

De inrichtende machten van huiswerkscholen die ook een erkenning hebben gekregen in het kader van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra, genieten, naast de subsidies bedoeld in artikel 10/2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2004 tot vaststelling van bepaalde procedures voor de toepassing van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en ondersteuning van huiswerkscholen, subsidies van 200 euro en 100 euro voor elk van de vakantieverblijven en elk van de vakantiepleinen waarvoor zij een subsidieaanvraag hebben ingediend tijdens het boekjaar 2022.”

Art. 11. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2004 tot vaststelling van bepaalde procedures voor de toepassing van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en ondersteuning van huiswerkscholen, wordt een hoofdstuk IV/1 “Uitzonderlijke steunmaatregelen in het kader van de energiecrisis van 2022” ingevoegd.

Art. 12. In hoofdstuk IV/1 van het bovengenoemde besluit van 25 juni 2004 wordt het volgende artikel 10/2 ingevoegd

“Art. 10/2. Er wordt een uitzonderlijke subsidie van 500 euro toegekend:

a) aan de inrichtende machten van huiswerkscholen die erkend zijn krachtens het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en ondersteuning van huiswerkscholen en die een subsidie hebben aangevraagd voor het begrotingsjaar 2022, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17 van hetzelfde decreet;

b) aan de inrichtende machten van huiswerkscholen die erkend zijn krachtens het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de ondersteuning van huiswerkscholen en die voor het begrotingsjaar 2022 een subsidie ontvangen als operator van buitenschoolse opvang van type 2, toegekend op basis van artikel 35, § 2, van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de kinderopvang tijdens de vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang.

Een aanvullend bedrag van 250 euro wordt toegekend aan de twee in lid 1 genoemde categorieën inrichtende machten voor elke huiswerkschool die zij organiseren, te beginnen met de tweede huiswerkschool.

Art. 13. In artikel 24 van het besluit van 3 december 2003 tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang tijdens de vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, wordt de zin “Het forfaitaire dagbedrag per kind van de werkingssubsidie bedoeld in artikel 35, § 1, zevende lid, van het decreet, wordt vastgesteld op 0,20 euro” vervangen door de zin “Het dagelijks forfaitair bedrag per kind van de werkingssubsidie, bedoeld in artikel 35, § 1, zevende lid, van het decreet, wordt vastgesteld op 0,40 euro”.

Deze wijziging heeft uitwerking met ingang van het begrotingsjaar 2023.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 17 november 2022, met uitzondering van artikel 12, dat in werking treedt op 1 januari 2023.

Art. 15. De minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 oktober 2022.

Voor de regering:

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/41799]

5 AOÛT 2022. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section intitulée « Bachelier en e-business » (code 714500S32D2) classée dans le domaine des sciences économiques et de gestion de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle que modifiée;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les articles 43, 44, 45, alinéa 1, 47, 48, 75 et 137 ;

Vu le décret de la communauté française du 14 novembre 2008 modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, en vue de favoriser l'intégration de son enseignement supérieur à l'espace européen de l'enseignement supérieur, l'article 10 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les articles 1, 37, alinéa 2, 2°, 39, 85, § 1^{er}, 121 et 157, 171 et 172 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à la procédure de correspondance des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 29 avril 2022 ;

Vu l'avis favorable du Conseil d'administration de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur du 24 mai 2022 ;

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée « Bachelier en e-business » (code 714500S32D2) ainsi que les dossiers de référence des unités d'enseignement constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée dans le domaine des sciences économiques et de gestion de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

Vingt-et-une unités d'enseignements constitutives de la section sont classées dans le domaine des sciences économiques et de gestion de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court, six unités d'enseignement sont classées dans le domaine des sciences de l'ingénieur et technologie de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court, trois unités d'enseignement sont classées dans le domaine des langues, lettre et traductologie de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et deux unités d'enseignement sont classées dans le domaine des sciences juridiques de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

Art. 2. Le titre prévu par le dossier pédagogique de la section « Bachelier en e-business » (code 714500S32D2) est le Diplôme de « Bachelier en e-business ».